

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Dramatiques-consequences-en-Irak-Dramatic-Consequences-in-Iraq>

"Dramatiques conséquences en Irak ?"Dramatic Consequences in Iraq ?

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mardi 11 novembre 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

By Immanuel Wallerstein

[Fernand Braudel Center](#) . Commentary No. 244, le 1er Novembre 2008.

[Leer en español](#)

In english down this page

"Des conséquences dramatiques" voilà ce qu'a prédit le secrétaire étasunien à la défense Robert Gates, si le 1er janvier 2009 il n'y a pas d'accord concernant les droits des troupes étasuniennes pour intervenir en Irak, soit via un accord baptisé **SOFA** (Accord sur le statut des forces) entre les Etats-Unis et l'Irak, ou deuxième choix, un prolongement du mandat des Nations Unies qui est pour le moment la base juridique de la présence et des droits de l'activité militaire US, mais qui expire le 31 décembre 2008

Les négociations entre les Etats-Unis et l'Irak sont dans une impasse, comme le reconnaît presque tout le monde maintenant. Il pourrait y avoir une avancée de dernière minute, mais cela semble invraisemblable. Il est plus probable que le Conseil de Sécurité de l'Onu se rencontre à la toute fin de décembre pour autoriser un prolongement limité dans le temps du mandat actuel. Ce qui laissera la question entre les mains du prochain président des Etats-Unis pour négocier. Ce n'est pas du tout ce que l'administration avait souhaité ou même espéré.

Il y a un an ou presque, l'administration Bush était confiante qu'elle pourrait négocier un accord SOFA avec un gouvernement Al-Maliki supposé être amical en Irak. On voulait un accord qui, plus ou moins, renouvelle les règles actuelles régissant les opérations étasuniennes en Irak et un qui aussi lie les mains de la prochaine administration étasunienne pendant au moins plusieurs années. Les négociateurs étasuniens ont proposé un accord au niveau des deux gouvernements, un accord qui n'aurait pas à être ratifié par les parlements de chaque pays.

Tout est allé de travers avec ce plan. D'abord, les parlements ont insisté car ils voulaient prendre part aux accords, notamment le parlement irakien. Deuxièmement, des voix politiques importantes en Irak étaient contre tout arrangement qui laisserait des forces étasuniennes en Irak. Parmi celles-ci bien sûr, le groupe dirigé par Moktada al-Sadr, qui a régulièrement levé l'étendard du nationalisme irakien contre une présence durable des Etats-Unis.

Mais al-Sadr n'était pas le seul. Il est apparu qu'il y avait de sérieuses réserves parmi les trois groupes sur lesquels les Etats-Unis comptaient pour être bien disposés avec un prolongement - les deux principaux partis Shi'a autres que les sadristes, les dits Sunnis modérés et les Kurdes. Les contestations de tous cotés ont amené le premier ministre Nouri al-Maliki à prendre une bien plus étroite ligne de négociations avec les Etats-Unis. Il a commencé à agir comme si sa plus grande inquiétude était qu'il puisse être débordé par d'autres leaders irakiens nationalistes, notamment par Moktada al -Sadr.

Al-Maliki a fait deux premières demandes dans les négociations. Il voulait une date définie pour le retrait des troupes étasuniennes. Et il voulait soumettre les troupes US et les sous traitants civils à la juridiction irakienne, chaque fois qu'elles étaient accusées de crimes sérieux commis hors de l'activité militaire légitime. Ces deux demandes étaient un vraiment anathème pour les Etats-Unis.

Mais al-Maliki a tenu bon. Et après plusieurs mois il a obtenu des concessions. Il y a eu un accord sur la date de fin de 2011 pour les troupes de combat étasuniennes, et un accord pour la juridiction irakienne pour les comportements de la sphère non militaire. Mais les termes de chaque concession contiennent aussi des clauses d'échappatoire. Le retrait de 2011 était sujet à « des conditions sur le terrain » ; la juridiction irakienne était sujette au fait que quelqu'un

(probablement les Etats-Unis) décide que le comportement en question était en dehors des activités militaires légitimes.

Les échappatoires ont fini par être trop importantes pour être acceptées par les politiciens irakiens. Comme l'un d'eux l'a récemment souligné « ils donnaient avec la main droite ce qu'ils reprenaient avec la main gauche » aussi, les uns après les autres, ils ont dit qu'ils ne voteraient pas l'actuel projet d'accord ; la voix la plus importante parmi eux fut l'Ayatollah al-Sistani qui a déclaré que l'actuelle proposition était inacceptable, le SCIRI plus grand parti shi'a a refusé le projet. Les Sunnis modérés et les kurdes ont indiqué qu'ils voulaient des modifications. L'ensemble du cabinet irakien a voté en faveur d'amendements. Il a indiqué qu'un des amendements serait de donner au gouvernement irakien (et non aux Etats-Unis) le pouvoir de décider quel type de comportement des étasuniens était hors de l'activité militaire légitime. Et il ne semble pas que de tels amendements soient acceptables par les Etats-Unis.

Dans ce contexte, le secrétaire de la défense Gates et la secrétaire d'Etat, C. Rice ont fait des commentaires diplomatiques prudents. D'autres étasuniens ne se sont pas retenus. Le commandant des troupes étasuniennes en Irak, le général Raymond T. Odierno a dit que le refus irakien était dû aux corruptions iraniennes. Al-Maliki a dit que Odierno prenait des risques.

Alors Michael Mullen patron des *US joint Chiefs of staff*, a ajouté que sans le support des troupes étasuniennes, les forces irakiennes ne seraient pas en mesure d'assurer leur propre sécurité. Le porte parole du gouvernement irakien Ali al-Dabbagh, a immédiatement répondu en colère que « ce n'est pas correct de forcer les irakiens à faire un choix et que ce n'est pas approprié de parler aux irakiens de cette façon ». D'autres irakiens étaient plus choqués. Ils ont qualifié le commentaire de Mullen, sur la fin de l'assistance US si l'accord Sofa n'était pas signé, de chantage.

Quand les Etats-Unis ont lancé ce récent raid sur des éléments présumés d'Al Qaïda sur le sol syrien et l'ont fait depuis une base en Irak, cela a jeté encore plus d'eau glacée sur le projet d'accord. Un important politicien kurde a dit que le raid a été lancé sans qu'en soit informé le gouvernement irakien et donnerait aux voisins des irakiens de « bonnes raisons d'être concernés par la poursuite de la présence étasunienne en Irak ». Autre amendement que le gouvernement irakien veut maintenant, c'est d'interdire les attaques étasuniennes sur leurs voisins par les troupes étasuniennes basées en Irak.

Le ministre des affaires étrangères russe Sergei Lavrov a clairement dit que la Russie ne s'opposerait pas à un prolongement de l'autorisation des Nations Unies si le gouvernement irakien en fait la demande. Il a ajouté que la Russie soutient le gouvernement irakien autant que nécessaire pour assurer la souveraineté de l'Irak sur son territoire. Pourquoi la Russie ne ferait pas cela ? La Russie est plutôt contente de voir les troupes étasuniennes coincées en Irak. Cela limite la capacité des Etats-Unis à les utiliser n'importe où ailleurs. Quoi qu'il en soit il y a une question que le gouvernement irakien - si il et quand il demande un prolongement du mandat de l'Onu - se posera, c'est que les nouvelles dispositions auxquelles les Etats-Unis s'opposent dans l'accord SOFA, soient incluses dans le prolongement, dans ce cas les Etats-Unis risquent de mettre leur veto au prolongement.

La personne qui tranquillement savoure ce qui va se passer, c'est Moktada al-Sadr. Le poids de sa voix sur la scène irakienne a obligé toutes les autres forces politiques irakiennes à formuler des demandes nationalistes plus clairement et agressivement. Le courant va dans sa direction. Il est maintenant clairement probable que le gouvernement irakien va demander aux Etats-Unis de se retirer entièrement avant l'hypothétique date de 2011 de l'actuelle proposition, et bien avant les 100 années dont avaient parlé John McCain.

Y aura-t-il des « conséquences dramatiques » ? Le monde jugera, et les irakiens, jugeront aussi bien sûr. Et aussi l'opinion publique étasunienne. Mais dramatiques ou pas, cela va probablement arriver.

Copyright by Immanuel Wallerstein, distributed by Agence Global. For rights and permissions, including translations and posting to non-commercial sites, and contact : rights@agenceglobal.com , 1.336.686.9002 or 1.336.286.6606. Permission is granted to download, forward electronically, or e-mail to others, provided the essay remains intact and the copyright note is displayed.

To contact author, write : immanuel.wallerstein@yale.edu .

" Dramatic Consequences in Iraq ? "

by Immanuel Wallerstein

[Fernand Braudel Center](#), Commentary No. 244, 1er Novembre 2008

"Dramatic consequences" are what U.S. Secretary of Defense, Robert Gates, predicts if, on Jan. 1, 2009, there is no agreement concerning the rights of U.S. troops to operate in Iraq, either via a so-called Status-of-Forces Agreement (SOFA) between Iraq and the United States or, second best, an extension of the United Nations mandate that is at the moment the juridical basis of the presence and rights of U.S. military activity there, but which expires on Dec. 31, 2008.

The negotiations between the United States and Iraq have reached an impasse, as almost everyone now acknowledges. There could be a last-minute breakthrough, but it seems unlikely. It seems more probable that the U.N. Security Council will meet at the very end of December to authorize a time-limited extension of the present mandate. This would throw the question into the hands of the next U.S. president to negotiate. This is not at all what the Bush administration had wanted or ever expected to happen.

A year ago or so, the Bush administration was confident that it could negotiate a SOFA agreement with a presumed-to-be friendly al-Maliki government in Iraq. It wanted an agreement that would more or less renew the current rules governing U.S. military operations in Iraq and one that would also thereby tie the hands of the next U.S. administration for at least several years. The U.S. negotiators proposed an agreement at the level of the two governments, one that would not have to be ratified by the legislatures of either country.

Everything went wrong with this plan. First of all, the legislatures insisted that they wanted to be part of the arrangements, especially the Iraqi legislature. Secondly, there were important political voices within Iraq who were against any arrangement that would keep U.S. forces in Iraq. These included, of course, the group led by Moktada al-Sadr, who has consistently raised the banner of Iraqi nationalism against a continued U.S. presence.

But al-Sadr was not alone. It turned out that there were serious reservations among all three groups on whom the United States had counted to be sympathetic to an extension - the two main Shi'a parties other than the Sadrists (SCIRI and al-Maliki's party, Dawa), the so-called moderate Sunnis, and of course the Kurds. The rumblings on all sides led Prime Minister Nouri al-Maliki to take a far tougher line in the negotiations than the United States had anticipated. He started to act as though his greatest worry was that he might be outflanked as an Iraqi nationalist leader by others, and in particular by Moktada al-Sadr.

Al-Maliki therefore made two primary demands in the negotiations. He wanted a firm date for the withdrawal of U.S. troops. And he wanted to submit U.S. troops and civilian contractors to Iraqi jurisdiction, whenever they were accused of serious crimes committed outside of legitimate military activity. Both demands were totally anathema to

the United States.

But al-Maliki held firm. And after many months he got concessions. There was agreement on a terminal date of 2011 for U.S. combat troops, and there was agreement on Iraqi jurisdiction on behavior in the non-military arena. But the wording of each concession also included escape clauses. The withdrawal in 2011 was to be subject to "conditions on the ground." And Iraqi jurisdiction was to be subject to someone (presumably the United States) deciding that the alleged behavior was indeed outside of legitimate military activity.

The escape hatches turned out to be too much for Iraqi politicians to accept. As one of them recently put it, "they have given with the right hand what they have taken away with the left hand." So, one after the other, they said they would not vote to approve the present "compromise" draft. The most important voice along these lines was Grand Ayatollah al-Sistani who indicated that the present proposal was unacceptable. The largest Shi'a party, SCIRI, refused the draft. The moderate Sunnis and the Kurds indicated that they wanted changes. The entire Iraqi cabinet then voted to insist on amendments. It then indicated that one of the amendments would be to give the Iraqi (and not the U.S.) government the power to decide on whether behavior of Americans was outside legitimate military activity. It doesn't seem that such amendments are at all acceptable to the United States.

In this situation, Secretary of Defense Gates and Secretary of State Condoleezza Rice have tried to issue careful diplomatic comments. Other Americans were not as restrained. The commander of U.S. troops in Iraq, Gen. Raymond T. Odierno, said that Iraqi reluctance was due to Iranian bribes. Al-Maliki immediately said that Odierno had "risked his position."

Then the Chairman of the U.S. Joint Chiefs of Staff, Adm. Michael Mullen, opined that, without U.S. troop support, Iraqi forces would not "be ready to provide for their own security." The Iraqi government's spokesman, Ali al-Dabbagh, immediately responded angrily that "it is not correct to force Iraqis into making a choice and it is not appropriate to talk with the Iraqis in this way." Other Iraqis were more blunt. They called Mullen's comments about ending all U.S. assistance if a SOFA agreement was not signed a form of "blackmail."

When the United States launched its recent raid against presumed al-Qaeda elements located on Syrian soil, and did this from a base in Iraq, it threw further cold water on the proposed agreement. A prominent Kurdish politician said that the raid was made without the knowledge of the Iraqi government and would give Iraqi's neighbors "a good reason to be concerned about the continued U.S. presence in Iraq." Another amendment the Iraqi cabinet now wants is one forbidding attacks on neighbors by U.S. forces located in Iraq.

Russia's Foreign Minister, Sergei Lavrov, has made it clear that Russia would not oppose an extension of U.N. authorization, provided it is the government of Iraq that requests it. Lavrov added that Russia supports "the government of Iraq as far as the need to ensure the sovereignty of Iraq on its own territory is concerned." Why should Russia not do this ? Russia is quite happy to see U.S. troops tied down in Iraq for the time being. It constricts U.S. ability to use them anywhere else. In any case, there is a question whether the Iraqi government, if and when it requests an extension of the U.N. mandate, would ask that the new provisions the United States is opposing in the SOFA agreement be included in the extension, in which case the United States might veto the extension.

The person who is quietly relishing what is going on is Moktada al-Sadr. His mere existence as a voice on the Iraqi scene has forced all other Iraqi political forces to express Iraqi nationalist demands more openly and more aggressively. The tide is moving in his direction. It is now quite probable that the Iraqi government will ask the United States to withdraw entirely even before the hypothetical date of 2011 in the present proposal, and very long before the 100 years of which John McCain once spoke.

"Dramatiques conséquences en Irak ?" "Dramatic Consequences in Iraq ?"

Will there be "dramatic consequences" ? The world will judge. So of course will the Iraqis. And so will U.S. public opinion. But dramatic or not, it is probably going to happen.

Copyright by Immanuel Wallerstein, distributed by Agence Global. For rights and permissions, including translations and posting to non-commercial sites, and contact : rights@agenceglobal.com, 1.336.686.9002 or 1.336.286.6606. Permission is granted to download, forward electronically, or e-mail to others, provided the essay remains intact and the copyright note is displayed.

To contact author, write :

immanuel.wallerstein@yale.edu.